

Banque, Finance, Assurance : le commissariat aux comptes à l'épreuve de la double certification.

L'article 459 du Code de commerce mauritanien pose un principe général de désignation d'un ou plusieurs commissaires aux comptes dans chaque société anonyme, tout en établissant une distinction significative pour certaines catégories de sociétés.

Pour les sociétés faisant appel public à l'épargne ainsi que pour celles exerçant dans les secteurs bancaire, financier, d'investissement, d'assurance, de capitalisation et d'épargne, la désignation d'au moins deux commissaires aux comptes devient obligatoire. Cette exigence de pluralité dépasse une simple règle quantitative pour s'inscrire dans une logique qualitative de renforcement du contrôle, adaptée à la nature spécifique des activités concernées et à leur importance systémique.

I. Le fondement de la distinction : entre intérêt public et risques systémiques

La différenciation opérée par le législateur entre les sociétés anonymes ordinaires et celles soumises à l'obligation de pluralité des commissaires aux comptes repose sur des considérations objectives liées à la nature de leurs activités et à leur impact sur l'économie.

Premièrement, les sociétés faisant appel public à l'épargne voient leur actionnariat potentiellement étendu à un grand nombre d'investisseurs, souvent non professionnels. La protection de ces épargnants, qui ne

disposent pas nécessairement des moyens d'évaluer par eux-mêmes la santé financière de l'entreprise, justifie un renforcement des mécanismes de contrôle.

La présence d'au moins deux commissaires aux comptes crée une forme de contrôle croisé et réduit les risques de défaillance individuelle dans l'exercice de la mission de certification.

Deuxièmement, les secteurs bancaire, financier, d'assurance, de capitalisation et d'épargne présentent des caractéristiques spécifiques qui motivent cette exigence renforcée.

Ces activités impliquent la gestion de fonds appartenant à des tiers, une exposition particulière aux risques de marché et de crédit, ainsi qu'une complexité comptable et réglementaire accrue. Leur défaillance potentielle peut avoir des conséquences systémiques sur l'ensemble de l'économie, comme l'ont démontré diverses crises financières historiques.

Le contrôle des comptes dans ces secteurs ne vise donc pas seulement à protéger les actionnaires, mais également les déposants, les assurés et, plus largement, la stabilité du système financier.

II. Les implications juridiques et fonctionnelles de la pluralité

La désignation d'au moins deux commissaires aux comptes n'est pas une simple duplication de la fonction, mais modifie substantiellement la nature et l'exercice du contrôle.

Sur le plan fonctionnel, l'article 471 prévoit que plusieurs commissaires aux comptes en fonction « peuvent remplir séparément leur mission, mais ils établissent un rapport commun ». Cette disposition établit un équilibre entre l'autonomie d'investigation et la collégialité de la conclusion.

Chaque commissaire conserve son indépendance d'appréciation et peut mener ses vérifications selon ses propres méthodes, mais l'établissement d'un rapport commun impose un processus de délibération et de convergence des opinions. Cette exigence de rapport commun constitue une garantie supplémentaire de sérieux et de pondération dans l'évaluation des comptes.

L'article 471 prévoit également qu'en cas de désaccord entre les commissaires aux comptes, le rapport doit indiquer « *les différentes opinions exprimées* ». Cette transparence sur les divergences est essentielle.

Elle informe précisément l'assemblée générale de la nature des désaccords et l'éclaire dans sa décision d'approbation des comptes. Elle empêche également qu'une opinion minoritaire soit étouffée au sein d'un rapport uniforme, préservant ainsi la diversité des points de vue dans l'évaluation d'une situation souvent complexe.

Sur le plan pratique, la pluralité permet une spécialisation et une division du travail, particulièrement pertinente dans des groupes aux activités diversifiées ou dans des établissements financiers aux métiers complexes. Elle peut également offrir une continuité de service plus robuste en cas d'empêchement temporaire de l'un des commissaires.

III. La garantie d'indépendance renforcée

La présence de plusieurs commissaires aux comptes constitue, en elle-même, un facteur

renforçant l'indépendance globale de la mission de contrôle.

Cette pluralité crée un environnement où les pressions éventuelles exercées sur un commissaire unique sont plus difficiles à mettre en œuvre et ont moins de chances d'affecter l'issue finale du contrôle.

Le processus de délibération entre pairs, aboutissant à un rapport commun, sert de correctif aux biais ou aux faiblesses individuelles.

Ce renforcement de l'indépendance doit être lu en conjonction avec les règles strictes d'incompatibilité énoncées aux articles 461 et 462. Chaque commissaire désigné dans ces sociétés stratégiques doit satisfaire individuellement aux critères d'indépendance, sans qu'aucun lien prohibé ne puisse exister entre eux.

L'exigence de pluralité ne dilue donc pas les conditions d'indépendance personnelle, mais y ajoute une dimension collégiale de vigilance mutuelle.

IV. L'articulation avec les autres obligations spécifiques à ces secteurs

L'obligation de pluralité des commissaires aux comptes ne s'applique pas dans un vide réglementaire. Les sociétés des secteurs concernés sont généralement soumises à des cadres réglementaires spécifiques, édictés par des autorités de supervision sectorielles (telles que, par analogie avec d'autres systèmes, une autorité de contrôle bancaire ou des assurances). La mission des commissaires aux comptes s'insère alors dans un dispositif plus large de surveillance.

Leurs constatations, notamment celles concernant le respect des ratios prudentiels, la qualité des actifs ou l'adéquation des provisions, peuvent revêtir une importance cruciale pour les superviseurs. La pluralité des commissaires, en renforçant la fiabilité

et la robustesse de leur opinion, contribue ainsi à la qualité de l'information sur laquelle se fondent à la fois les actionnaires et les autorités de tutelle pour exercer leur contrôle respectif.

L'exigence de désignation d'au moins deux commissaires aux comptes pour les sociétés faisant appel public à l'épargne et pour les établissements des secteurs financiers et assurantiels traduit une gradation dans l'intensité du contrôle externe, proportionnée aux enjeux.

Le législateur mauritanien a ainsi reconnu que la nature de certaines activités et la qualité de leurs parties prenantes justifiaient un régime renforcé de vérification des comptes.

Cette pluralité poursuit plusieurs objectifs imbriqués : renforcer la fiabilité de la certification par le contrôle mutuel et la délibération collégiale, assurer une plus grande robustesse de la mission face à la complexité des opérations contrôlées, et offrir une protection accrue aux épargnants et aux déposants dont les intérêts sont engagés.

Elle ne constitue pas une exception au régime commun du commissariat aux comptes, mais plutôt son application la plus exigeante, adaptée à des contextes où la transparence et la confiance dans l'information financière sont d'importance systémique.